



Atelier de recherche-action

Avec les associations lauréates 2026/27 du Fonds pour la démocratie.

19 juin 2026

Table des matières

Participant.e.s.....	1
Rappel du processus.....	2
Analyse critique du concept de “robustesse” (démocratique).....	2
Identification des tensions transversales	3
Analyse des tensions prioritaires	4
Point sur les orientations stratégiques du Fonds pour la démocratie	5
Perspectives	6
Annexe : tensions et polarités suite à la synthèse des entretiens	6

Participant.e.s

- Jean-Baptiste (Collectif des associations citoyennes – CAC) : défend les libertés associatives, souhaite travailler la notion de “robustesse” de manière concrète et opérationnelle.
- Amel (Université populaire Unipopia, Saint-Étienne ; rencontre à Rennes) : souligne la richesse des interconnaissances et l’intérêt des formats collectifs.
- Imen (membre active du CH3 – Collectif Habitation Organisé du 3e arrondissement de Marseille) : partage une expérience personnelle et l’implication dans des campagnes locales.
- Hélène (CH3) : raconte une crise interne révélatrice de dysfonctionnements démocratiques ; après deux ans et demi sans salariés, le collectif a recruté 6 salariés (mi-temps/¾ temps) via une commission finances et un recrutement collectif.
- Marianne (CAC ; Observatoire citoyen de la marchandisation des associations) : explore les conditions sous lesquelles la philanthropie soutient ou empêche la démocratie ; travaille sur les liens entre philanthropie et démocratie et la qualité des relations fondations/associations.
- Perrine (Désintox Migration) : lutte contre la désinformation migratoire ; tension entre la robustesse et la nécessité d’inverser les discours (par ex. “à qui profite l’immigration ?”).
- Emilie (CDJM – Conseil de déontologie journalistique et de médiation) : premier doublement de budget, grâce au Fonds pour la Démocratie et à la Fondation de France ; enthousiasme mais sentiment de combat asymétrique face à l’IA, la polarisation, les rachats médiatiques.

- Hugues Bazin (chercheur indépendant ; LISRA – réseau d’acteurs-chercheurs, Laboratoire d’innovation associée par la recherche-action) : accompagne la construction d’un espace hybride autonome, hors des cases classiques, articulant action et production de savoir.
- Léa (présidente du cercle d’orientation du Fonds pour la Démocratie ; Massalia Vox) : défend l’usage du terme “robustesse” pour dépasser l’événementialisation électorale et préserver durablement l’espace civique ; tension forte entre temps long et urgence (2027), souci d’éviter la déconnexion.
- Pierre-Alain Cardona (LISRA) : appuie la distribution de moyens accessibles, la création de liens entre organisations et la documentation des processus.

Rappel du processus

Les ateliers de recherche-action ont pour objectif de mettre les représentants des associations en position d’acteur.trice.s-chercheur.e.s. sur leur pratique en correspondance avec les enjeux démocratiques et les attentes du fonds pour la démocratie.

Le LISRA anime et accompagne le processus durant 2 ans dans une démarche d’auto-formation réciproque basée sur les matériaux apportés par les associations et l’aller-retour réflexif entre les moments d’analyse des ateliers inter-associatifs et les pratiques au sein des associations incluant les personnes principalement concernées.

La possibilité dans un second temps de mettre en place une ou plusieurs expérimentations collectives vise à articuler cette production de savoir avec des changements effectifs. Le but étant de créer des référentiels en matière de valorisation, de renouvellement et de renforcement de la démocratie susceptibles d’orienter les modalités de structuration et d’évaluation du Fonds pour la démocratie.

In fine, il s’agit de valider et pérenniser cet espace réflexif ouvert par les ateliers de recherche-action comme laboratoire social susceptible d’être intégrés dans le dispositif du Fonds pour la démocratie.

Analyse critique du concept de “robustesse” (démocratique)

La matinée s’est organisée autour d’un exercice d’arpentage de trois textes :

1. Un compte-rendu (recontextualisation du cadre et des enjeux du Fonds pour la Démocratie).
2. Un texte sur la robustesse sous forme d’infographie (porte d’entrée accessible).
3. Une invitation à découvrir l’approche “tiers espace” du LISRA (laboratoire social, espace autonome d’expertise/contre-expertise).

La méthode “boule de neige” a permis la montée en complexité : lecture et prises de notes, discussion en binômes, puis en groupes de cinq, et enfin restitution collective.

La restitution s’est surtout concentrée sur la critique du texte sur la robustesse, jugé “précisément ce qu’il prétend critiquer” : performatif, simpliste, structuré en mode d’emploi dépolitisé, de sorte qu’il neutralise le potentiel subversif du concept.

La définition “assurer la stabilité malgré les fluctuations extérieures” porte un risque : récupération par le néolibéralisme (alignement avec “main invisible du marché” et absence d’État) ou par un régime autoritaire, conduisant à une posture défensive voire de capitulation (“attendre que ça passe”).

À l’opposé, la robustesse peut être repensée comme bascule paradigmatique : sortir de la logique productiviste/extractiviste, adopter une logique du vivant (biodiversité, écosystèmes, interdépendances, régulation), et se situer dans un rapport au travail libéré des indicateurs de performance.

Les participants insistent sur le continuum “urgence – temps long”, en distinguant “urgent” et “essentiel”. La robustesse n’est pas l’éloge d’une forteresse permanente, mais une capacité d’intégrer les chocs et de continuer (image de la régulation de la température corporelle).

Il est proposé d’assumer le terme “revitalisation démocratique” plutôt que “robustesse démocratique”, pour signifier une régénération permanente de la démocratie, et éviter un récit perdant.

Il est recommandé d’arrimer le concept à des menaces/attaques précises (sinon on glisse vers une résistance fataliste), et de construire un récit collectif (au lieu de fétichiser des mots à la mode – “tiers-lieux” hier, “robustesse” aujourd’hui) qui soit difficilement récupérable et porteur d’alternatives concrètes (autonomie, interdépendance, communs).

Les échanges questionnent enfin la forme : rendre accessible ne doit pas dépolitiser. Des supports (infographies, textes) peuvent expliciter l’alternative sans jargon, tout en gardant la radicalité analytique. Au-delà des mots, l’enjeu est d’expérimenter des espaces autonomes d’expertise et de contre-expertise (“tiers espaces”), capables de socialiser des savoirs, de développer des imaginaires, et d’articuler pratiques locales et trans-territorialité.

Conclusion intermédiaire : sans alternative économique crédible au-delà du capitalisme global, les dynamiques de “robustesse” sociale (adaptation/résilience) ne suffisent pas à produire la bascule politique. D’où la nécessité de “tiers espaces” et de communs pour une revitalisation démocratique fondée sur des besoins fondamentaux, des récits refondés et des ancrages trans-territoriaux coordonnés.

Identification des tensions transversales

À partir de l’analyse des entretiens réalisés auprès des associations¹, une dizaine de « tensions » ont été identifiées et mises en discussion (voir liste en annexe). Une activité de “débat mouvant” et un vote (huit participants, trois voix chacun) ont été organisés pour prioriser les tensions à travailler lors du prochain atelier.

¹ Rapport de synthèse entretiens associations : <https://recherche-action.fr/fondspourlademocratie/download/synthese-des-entretiens/?wpdmdl=40&refresh=6a4291a49f3991782747556>

Résultats du vote :

- Coopérer ou rapport de force (conflictualité) : 6 voix
- Solidarité démocratique vs. solidarité financière : 4 voix
- Mesure d'impact : 4 voix
- Temps long vs. temps court : 3 voix
- Ouverture et protection des espaces : 2 voix
- Représentation vs. participation : 1 voix

Conclusion : Les trois tensions retenues sont :

1. Coopération avec les associations VS rapport de force
2. Mesure d'impact VS valeur démocratique non réductible
3. Solidarité démocratique VS solidarité philanthropique.

Analyse des tensions prioritaires

Nous avons eu le temps d'approfondir principalement 2 tensions à travailler pour le prochain atelier.

1. Coopération vs conflictualité avec les Institutions

- Le terme “institution” a été défini comme un ensemble de normes, pouvant désigner des entités publiques, des financeurs privés ou même la presse. Une institution démocratique devrait être capable de s'auto-analyser.
- La relation avec les institutions n'est pas binaire (coopération/conflit) mais inclut des stratégies d'influence, de dépendance et de contre-pouvoir. La conflictualité peut aussi être interne.
- Il est crucial de “savoir ce que l'on veut” avant de coopérer pour ne pas diluer les revendications. La rotation des porte-paroles a été suggérée pour préserver la vigueur des messages.
- L'enjeu est de défendre les institutions garantes de l'État de droit (justice, régulateurs) tout en développant des contre-stratégies et des “contre-cartographies” pour rendre visibles les acteurs non reconnus.

2. Solidarité démocratique vs solidarité philanthropique

- Solidarité démocratique : Repose sur l'impôt, la redistribution délibérée et la création de droits (ex: projet de Sécurité Sociale de l'Alimentation financé par cotisation).
- Solidarité philanthropique : Dépend du don privé, souvent lié à l'optimisation fiscale, et peut reproduire des rapports de domination (ex: Banque Alimentaire).
- La philanthropie est parfois perçue comme un moyen pour les plus riches de garder le contrôle sur l'affectation de leur argent plutôt que de payer des impôts.
- Le débat porte sur la manière d'engager les futurs héritiers de la “grande transmission” : les inciter à payer plus d'impôts ou à financer des contre-pouvoirs ?

Le débat a eu lieu autour d'autonomie et de la dépendance :

- Le terme “dépendance” est nuancé en “interdépendance réciproque”, les financeurs dépendant aussi de l'action des associations.
- L'organisation se situe “au milieu” : elle génère des ressources propres (activités, ventes, prestations) mais dépend à 90% de financements externes (fondations, institutions).
- Pistes pour accroître l'autonomie : développer une politique d'adhésion de type “mutuelle”, créer des services “B2B”, et renforcer les formations payantes.

Point sur les orientations stratégiques du Fonds pour la démocratie

Trois axes programmatiques ont été validés avec une forte priorité sur la robustesse démocratique et un budget réparti entre infrastructure, initiatives locales et expérimentation. L'appel à initiatives vise à renforcer la légitimité démocratique. Les contenus sont ciblés sur des besoins peu financés, et un programme expérimental est lancé sur les récits pour occuper un espace où les financeurs sont peu présents.

Axe “Robustesse démocratique” :

- Un appel à initiatives public et ouvert (contrairement à l'année 1) sera lancé pour un financement non fléché sur 2 ans, destiné à des associations “en deuxième ligne” au niveau national.
- Les contenus prioritaires ciblent des besoins peu financés :
 - Défense juridique et contentieux stratégique : Recours pour défendre les libertés (association, manifestation), litiges stratégiques, défense de militants/journalistes.
 - Protection des défenseurs des droits : Soutien juridique, numérique, psychologique et mise à l'abri.
 - Renforcement des capacités : Formation de responsables associatifs et animation de coalitions.

Programme pilote “Récits” :

- L'objectif est d'amplifier des récits pro-démocratiques pour contrer l'influence de discours anti-démocratiques (notamment masculinistes) sur les réseaux sociaux.
- L'approche croise texte, genre et récits, en partenariat avec des chercheuses sur les thématiques “démocratie et genre”.

Gouvernance participative et recherche-Action :

- La construction d'une gouvernance participative robuste se poursuit. Le financement est géré par un “cercle d'allocation des fonds”, un organe en cours de construction. L'articulation entre cet organe et l'espace de recherche-action reste à définir.
- La posture “hybride” des participants (représentant leur organisation et contribuant à titre personnel) a été soulignée comme une tension.

Perspectives

Une préoccupation a été soulevée sur la juste rétribution de la contribution des associations à la recherche, notamment pour les participants précaires.

Les supports et accès aux ressources communes sont discutés : le site internet dédié à la recherche-action donne accès à deux niveaux de documents : publics (sans mot de passe) et internes (sécurisés par mot de passe).

La mobilisation entre réunions est identifiée comme un enjeu : relances adaptées, clarté de l'orientation, valorisation des productions intermédiaires.

La date du 8 octobre est confirmée pour le prochain atelier. Le lieu est discuté (ouvrir à Marseille, ne pas se concentrer sur Paris).

Sur la base des ateliers de recherche-action, la perspective pour 2027 est de soutenir des expérimentations collectives pour impliquer davantage de personnes concernées et créer des référentiels utilisables par d'autres.

Annexe : tensions et polarités suite à la synthèse des entretiens

Autonomie ↔ dépendance aux ressources : Besoin de financements souples et pérennes, mais crainte des conditionnalités (fléchage, exigences d'“impact”, contraintes institutionnelles) qui peuvent déformer l'action ou limiter l'interpellation.

Solidarité “démocratique” ↔ solidarité “philanthropique” : Tension entre une solidarité fondée sur des mécanismes démocratiquement gouvernés (droits, redistribution, communs) et une solidarité dépendante d'orientations privées, parfois opaques.

Temps long (maturation, confiance) ↔ temps court (urgence, injonctions de résultats) : Beaucoup d'actions nécessitent patience, itération et apprentissage ; pourtant les crises, l'actualité ou les cadres de financement poussent à l'accélération.

Coopération avec les institutions ↔ rapport de force / conflictualité : Certaines stratégies misent sur la médiation et la co-construction ; d'autres sur la campagne, la pression publique, voire le contentieux. Les organisations naviguent souvent entre les deux.

Neutralité / “non partisan” ↔ politisation assumée : plusieurs acteurs revendiquent une posture non partisane et déontologique, tout en étant conduits à prendre position sur des enjeux démocratiques majeurs (pluralisme, discriminations, extrêmes).

Mesure d'impact ↔ valeur démocratique non réductible : Opposition entre des métriques utilitaristes (quantification, performance) et des effets démocratiques plus qualitatifs (capacité d'agir, confiance, espaces de débat, transformation de normes).

Représentation ↔ participation : Tension entre agir “dans” les instances (siéger, négocier, produire des avis) et agir “par” l'organisation des premiers concernés (auto-organisation, parole des invisibilisés, démocratie d'usage).

Ouverture / inclusion ↔ protection des espaces : Volonté d'élargir la base (publics éloignés, diversité) tout en maintenant des cadres sécurisés (safe places, règles, médiation, gestion des conflits) et une cohérence de valeurs.

Visibilité / médiatisation ↔ risque de simplification et de stéréotypisation : Nécessité d'exister dans l'espace public, mais coût de la médiatisation (formatage, personnalisation, récit réducteur).

Technologies numériques (levier) ↔ dépendance aux plateformes (vulnérabilité) : Le numérique outille la mobilisation, la diffusion et la coordination, mais accroît la dépendance à des infrastructures privées (algorithmes, comptes suspendus, collecte de données).